N°410393

M. Djendi

N° 412559

M. Mammeri

N° 414884 PAPC

M. Altinok

5^{ème} chambre jugeant seule

Séance du 5 avril 2018

Lecture du 26 avril 2018

Décisions inédites au recueil Lebon

CONCLUSIONS

M. Nicolas Polge, rapporteur public

1/ M. Salah Djendi a obtenu du juge du droit au logement opposable du tribunal administratif de Paris un jugement du 1^{er} décembre 2015 enjoignant au préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, d'assurer son relogement, sous astreinte de 200 euros par mois à compter du 1^{er} février 2016. Une offre de logement lui aurait alors été faite, le 26 novembre 2015, pour un logement de type T2. En avril 2016, le préfet a saisi le même tribunal pour faire valoir que M. Djendi n'ayant pu être joint pour fournir les documents nécessaires à la commission d'attribution, celle-ci avait décidé de lui retirer son accord, le 8 janvier 2016. Le juge, par l'ordonnance contestée du 15 décembre 2016 a décidé que le préfet devait être regardé comme ayant exécuté le jugement du 1^{er} décembre 2015 et qu'il n'y avait pas lieu de procéder à la liquidation de l'astreinte.

Cependant, il ressort des pièces du dossier que le tribunal a ainsi statué sans informer M. Djendi avant de lui notifier son ordonnance. Or, aux termes de l'article R. 778-8 du code de justice administrative, pour liquider l'astreinte ou déclarer qu'il n'y a pas lieu de liquider l'astreinte, « *le président du tribunal administratif ou le magistrat désigné à cet effet peut statuer par ordonnance (...) après avoir invité les parties à présenter leurs observations sur l'exécution de l'injonction prononcée* ».

Faute d'avoir procédé à cette formalité assurant le respect du caractère contradictoire de la procédure, l'auteur de l'ordonnance l'a entachée du vice de procédure invoquée par le pourvoi et qui doit entraîner son annulation. C'est le même motif qui avait entraîné la cassation prononcée par votre décision du 22 octobre 2012, *ministre de l'écologie c/ Mme N'Guessan*, 348965, inédite.

Après cassation, vous pourrez régler l'affaire au titre de la demande relative à la liquidation de l'astreinte. Le préfet se borne en effet à affirmer, en produisant une capture d'écran de l'application de gestion des demandes de logement social, que M. Djendi aurait été injoignable entre fin novembre 2015 et début janvier 2016 pour

répondre à l'offre de logement qui lui était alors faite. Cette production bien peu probante ne suffit pas à établir que par son comportement M. Djendi aurait fait obstacle à l'exécution de la commission de médiation.

La liquidation est demandée par le préfet (pour mettre fin à l'astreinte) mais aussi par M. Djendi (pour redonner au contraire son effet à l'astreinte).

L'astreinte a été prononcée par jugement du 1er décembre 2015. A cette époque, il fallait que le juge du droit au logement opposable la liquide pour qu'elle soit versée.

Le législateur est intervenu par la loi de finances initiale pour 2016 pour prévoir un versement automatique tous les six mois jusqu'à liquidation définitive par le juge. Vous avez jugé que cela s'appliquait à tout le stock d'astreintes (27 mai 2016, *Niakaté*, n° 396853, T. 821). Mais le législateur est alors intervenu à nouveau, par la loi de finances rectificative pour 2016, pour préciser que cette nouvelle règle ne s'appliquait qu'aux "seules astreintes prononcées après le 1er janvier 2016".

Par conséquent, pour une astreinte prononcée comme en l'espèce avant le 1^{er} janvier 2016, on reste sur l'ancien système : en vertu de l'article R. 778-8 du code de justice administrative, le juge doit intervenir régulièrement, tant que l'injonction n'est pas exécutée, pour ordonner s'il y a lieu le versement de l'astreinte.

En l'espèce, par suite, sauf à renvoyer l'affaire au tribunal administratif, il y a lieu de procéder à cette liquidation provisoire et à ordonner le versement correspondant au fonds d'accompagnement dans et vers le logement.. Vous pourrez aussi accorder à l'avocat de M. Djendi le versement d'une somme de 3 000 euros en application de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

2/ M. Seidh Mammeri, quant à lui, a été déclaré prioritaire pour être logé en urgence, par une décision de la commission de médiation du 14 mai 2013, au motif qu'il résidait en logement de transition depuis plus de dix-huit mois. Il a obtenu une injonction du juge du droit au logement opposable du 16 septembre 2015, puis il a saisi le tribunal administratif de Paris en réparation du préjudice causé par la carence de l'Etat à exécuter ces décisions de la commission et du juge. Le tribunal lui a accordé une indemnisation au titre de la période allant jusqu'au 28 octobre 2014 mais a estimé qu'il n'avait plus droit à indemnisation au-delà, au motif qu'il en se trouvait plus dans la situation ayant motivé la décision de la commission de médiation, étant hébergé depuis cette date au foyer de la Chapelle.

Ainsi motivé, le jugement est peu compréhensible ; en le rapprochant du dossier, il s'avère que M. Mammeri, qui était hébergé dans une maison relais, a été accueilli à compter du 28 octobre 2014 dans un foyer dépendant de l'hôpital Maison blanche. La précarité de la situation de logement de M. Mammeri n'a donc pas varié en réalité, et c'est une conception particulièrement étroite par le tribunal de la notion de maintien de la situation ayant justifié la décision de la commission de médiation qui lui a fait nier la persistance de troubles dans les conditions d'existence résultant du maintien de cette situation.

Vous pourrez donc pour l'erreur de droit invoquée par le pourvoi et qui entache ce raisonnement annuler le jugement attaqué en tant qu'il statue sur l'indemnisation

demandée pour le préjudice subi depuis le 28 octobre 2014, c'est-à-dire à la mesure tant de la cassation partielle demandée par le pourvoi que du motif qui permet cette cassation. Vous pourrez renvoyer l'affaire dans cette mesure au TA de Paris et mettre à la charge de l'Etat le versement de la somme de 2 500 euros que demande l'avocat de M. Mammeri au titre de l'article L761-1 CJA.

3/ Enfin, M. Huseyin Altinok a lui aussi demandé à être indemnisé du préjudice subi du fait de la carence de l'Etat à exécuter la décision de la commission de médiation du 12 mars 2010 en sa faveur en dépit d'une injonction du juge du droit au logement opposable du 31 décembre de la même année. Il a déjà obtenu deux jugements du 23 avril 2013 et du 30 juin 2015 lui allouant des indemnités de 1200 et 1000 euros respectivement, mais il ne se satisfait pas du troisième jugement du 23 juin 2017 lui accordant encore 800 euros.

Contrairement à ce qui est soutenu, la motivation du jugement est suffisante, dans la mesure où si elle ne reprend pas l'ensemble des arguments de M. Altinok, en particulier le caractère payant de l'accès aux sanitaires présents dans la structure hôtelière où il est hébergé (2 euros par douche) et le taux d'effort important (57%) auquel il est astreint pour son loyer, elle suffit à permettre une discussion en cassation de son bien-fondé.

Le pourvoi soutient ensuite que l'indemnisation allouée ne réparerait pas l'ensemble du préjudice, dans la mesure où, accordée au titre des troubles subis dans les conditions d'existence, elle ne couvrirait ni le préjudice moral ni le préjudice particulier lié au retard à exécuter le jugement d'injonction du juge du droit au logement opposable dans un délai raisonnable. Mais le préjudice lié aux troubles dans les conditions d'existence, au sens de votre décision du 16 décembre 2016 *Gourine*, n° 383111, p. 563, résultant du maintien de la situation ayant justifié la décision de la commission et, partant, le cas échéant, l'injonction prononcée par le juge, doit être regardé comme couvrant l'un et l'autre.

Enfin, est contesté le montant de l'indemnisation, qualifié de dérisoire. Cependant, si vous avez par certaines de vos décisions, statuant comme juges du fond après cassation, eu l'occasion de conformer quelques lignes directrices d'évaluation résultant de la jurisprudence des juridictions parisiennes, les plus saisies de ce type d'affaire, il s'agit d'une question qui relève de l'appréciation souveraine des juges du fond et dont vous ne pouvez en tant que juges de cassation vous saisir directement qu'en cas d'une erreur manifeste ou grossière, ce qui n'est pas la situation de l'espèce.

Vous ne devriez donc pas admettre ce pourvoi.